

PATRIOTISME ET LAICITE DANS L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS DE 1929 A 1939.

Entre 1929 et 1939, dans le cadre de leurs associations et mouvements syndicaux, les professeurs de l'enseignement secondaire luttent avant tout pour faire triompher leurs revendications financières et tenter de résoudre certains problèmes pédagogiques. Mais, dans le contexte politique de ces « années difficiles », ils se montrent aussi sensibles à certaines controverses doctrinales qui touchent de près le destin de l'institution à laquelle ils appartiennent. C'est en particulier le cas de deux questions « brûlantes » : le patriotisme et la laïcité.

Il s'agit, à première vue, de deux problèmes distincts. Ils se trouvent, en fait, étroitement liés et, à leur propos, s'affrontent avec vigueur minorités de droite et minorités de gauche. Ces deux clans tentent, chacun de leur côté, de mobiliser à leur suite l'ensemble de l'opinion universitaire et d'en prendre la direction effective. Les voix déformantes de la presse donnent à ces débats internes plus d'ampleur et de résonance dans l'opinion publique. Se dessine ainsi l'idée-force de la politisation « funeste » du corps enseignant.

LE PATRIOTISME AU LYCEE.

Parmi les controverses doctrinales qui dans l'Université opposent la droite et la gauche, la plus voyante est celle du patriotisme. Depuis 1925, le rapprochement franco-allemand, la politique de Locarno et la « briandolâtrie » inquiètent les milieux de la droite. Le réveil du pacifisme et de l'internationalisme que soutiennent les partis radicaux, socialiste et communiste apparaît comme une trahison nationale tandis que se fortifient les « fascismes » étrangers. L'université, elle-même, semble touchée par une propagande qui « démobilise les générations montantes ». Il faut réagir.

L'occasion surgit en août 1933 quand le congrès national du syndicat des instituteurs vote à une large majorité une notion qualifiée de profession de foi anti-militariste. Le Ministre de l'Education Nationale, Anatole de Monzie, réplique avec promptitude par une circulaire du 21 août. « ... Hors l'école, comme dans l'école, souligne le Grand-Maître, nous avons le droit d'exiger d'un maître qu'il soit digne dans ses attitudes et dans l'exercice de ses fonctions d'une liberté largement impartie à ses activités comme à ses opinions... » Le 23 septembre, dans un interview à l'*Illustration*, il développe sa pensée. Blâmant les trop nombreux maîtres qui « sous-estiment les valeurs histori-

ques et qui laissent paraître parfois « une jactance, une imprudence intellectuelle « capable de compromettre » à tous moments, l'honneur de la neutralité scolaire », il invite l'Etat français à rechercher « la sauvegarde nationale » dans l'enseignement « d'un rationalisme patriotique en quelque sorte impératif ... ». Il n'est plus en effet possible « sans péril » d'opposer « un nihilisme goguenard » à « l'activisme outrancier des nations environnantes ».

Toute une partie de la presse, du *Temps* à l'*Action française*, applaudit à cette « courageuse » prise de position. Mais il faut rester vigilant. Le 10 avril 1934, dans un article intitulé « fascisme universitaire », le *Temps* dénonce les « minorités syndiquées et agissantes » qui « ont entrepris contre l'idée de patrie toute une campagne de dénigrement... La lutte qu'elles engagent contre un prétendu bellicisme sert de prétexte à une propagande de défaillances ou de désertion, préface de la servitude ». Cette « œuvre délétère » s'accomplit avec l'appui des radicaux, des socialistes et des communistes sous « les yeux trop fréquemment mi-clos » de l'opinion. « Tolérance, patriotisme, loyalisme envers la Constitution, droit, nul dans ces conditions ne peut dire dans quelle mesure ils demeureront intacts ou sont minés à l'école ; les zéloteurs de la révolution ont formé et avoué le dessein de les combattre au dehors par des publications, des meetings, des interventions individuelles et même à domicile ». Le 10 août 1935, publiant le manifeste des maîtres républicains du 13 juillet, *Je suis partout* ne désarme pas. Les « Maîtres cégétistes » ont rejeté « la raison d'Etat » et ont affirmé leur « volonté de résister aux paniques guerrières et de défendre les biens suprêmes : La Paix et la Liberté ». C'est là une déclaration peu satisfaisante. Une conclusion s'impose... « Plus forte que toutes les manœuvres, la logique imposera de plus en plus aux éducateurs français de ne jamais séparer le souci de l'indépendance nationale et celui des plus hauts intérêts humains... » Le 17 août, *Je suis partout* récidive : dénonçant l'esprit du dernier congrès des instituteurs, il souligne de nouveau « la volonté de subversion sociale » : des remèdes énergiques s'imposent.

Qui est responsable de ce déferlement d'internationalisme pacifiste et antipatriotique ? Pour Hubert Bourgin ⁽¹⁾, aucun doute. C'est le résultat de « quarante ans de politique normalienne, démocratique, socialiste, anarchiste, blocarde, cartelliste » aidée du concours de toutes les forces bestiales que cette élite normalienne prétendait conduire. L'on a ainsi passé, insensiblement, des « velléités du réformisme aux injonctions du marxisme... » Robert Pimienta stigmatise, de son côté, « le fanatisme briandolâtre » et montre à l'œuvre en province les antipatriotes « qu'ils se dénomment communistes à la mode de Moscou ou socialistes du rite d'Amsterdam ou radicaux-socialistes de l'obéissance de la rue de Valois » ; ils ont abusé du droit qui leur avait été laissé « de pérorer autant qu'il leur plairait et comme ils voulaient sur la guerre... » Ce n'est là qu'attitude démagogique, trop fréquente chez les petits fonctionnaires » grands fourriers du cartel internationaliste et révolutionnaire », zélés clients des partis de gauche. Car en définitive, l'« antipatrio-

(1) BOURGIN H., La politique à l'Ecole Normale, p. 516.

tisme universitaire trouve sa force et son origine dans les succès politiques du Cartel, résurgence du Bloc de 1899 et vainqueur en 1924.

Cette idéologie internationale s'est progressivement insinuée dans le milieu enseignant. Le mal apparaît profond. Dans l'*Action française*, Maurras dénonce dans une série d'articles à partir de décembre 1932, l'instituteur Freinet dont l'enseignement est « de susciter de petits révolutionnaires et qui dresse ses élèves contre la société et l'Etat ». A travers Freinet, Maurras vise le corps enseignant tout entier. Les maîtres patriotes sont rares et désarmés. Le 13 juillet 1935, *Je suis Partout* publie la « confession désespérée » d'un jeune instituteur à qui l'on refuse (sous prétexte de neutralité) « d'infuser dans les cerveaux frais (de ses élèves) la haine du drapeau rouge ... Ses paroles émouvantes, note le rédacteur, se passent de commentaires ... » La palme du martyr est réservée aux « pacifistes cumulards et affairistes » comme Jézé, professeur de droit à la Faculté de Paris, conspué par les étudiants nationalistes, à son retour de Genève où il s'était dressé, en 1935, contre le fascisme italien. Ce ne sont pas seulement les hommes qui sont atteints par cette fièvre pacifiste, c'est l'esprit tout entier de l'enseignement. Témoin l'enseignement de l'histoire. En novembre 1933, Heinrich avait souligné devant le *Cercle Fustel de Coulanges* la part trop restreinte laissée à l'époque coloniale dans les programmes scolaires. En octobre 1934, dans l'*Ecole Française*, il dénonce « l'œuvre systématique de déformation du passé entreprise dans toutes les écoles normales et que poursuivent la presque totalité des manuels mis entre les mains des élèves de nos écoles publiques ... » N'y est-il pas démontré qu'avant 1789 « tout n'était dans notre pays que despotisme, injustice, ignorance, corruption et barbarie ... » ?

Il faut refaire l'histoire de France. Ce doit être l'œuvre d'historiens patriotes. L'*Action Française* et le *Cercle Fustel de Coulanges* célèbrent la publication du manuel d'histoire de Mademoiselle de Beaucorps et d'Heinrich, vantent le memento d'histoire contemporaine de Charles Dervet, auteur d'un article « patriotique » dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} février 1935.

En 1934-1935, les milieux de droite amorcent même une campagne contre la présence croissante d'élèves étrangers dans les lycées et collèges. C'est encore un signe de la « dénationalisation de l'enseignement », du développement de l'esprit « internationaliste », une menace redoutable pour l'enseignement français. En 1934, n'y a-t-il pas déjà plus de 6000 lycéens et collégiens étrangers dont près de 2500 à Paris. Cette « vague exotique » s'étend même au recrutement du corps enseignant. Le Parlement n'a-t-il pas osé, en 1933, offrir une chaire du Collège de France au mathématicien et physicien Einstein ? (2). Les professeurs allemands chassés par le nazisme ne sont-ils pas accueillis à bras ouverts dans les milieux universitaires avant d'être admis dans les lycées ? Cette ouverture internationaliste se justifie d'autant moins qu'aux frontières mêmes de la France se consolident les régimes fascistes.

(2) in *Action Française*, avril 1933.

A partir de 1933, le *Cercle Fustel de Coulanges* s'inquiète de la montée de l'Hitlérisme. Albert Rivaud, en février, dresse un tableau de la situation présente en Allemagne ; en octobre 1934, Le Forestier traitant de la pédagogie hitlérienne, après avoir stigmatisé les internationales qui « remplacent les réalités historiques et géographiques par la conception abstraite de l'« humanité ». rappelle que le nazisme est « une prodigieuse entreprise pour exalter jusqu'à la folie religieuse l'orgueil de race des Germains ». En décembre, ce même Le Forestier développe sa pensée dans un long article sur l'enseignement de l'histoire dans le III^e Reich « ... le chauvinisme obtus et rageur implanté par l'école dans l'esprit des jeunes Allemands peut avoir les plus redoutables conséquences, souligne-t-il, et il est prudent quand on a pour voisin un paranoïaque de bien fermer sa porte et de se tenir en garde contre ses accès ». Cette peur de l'Allemagne hitlérienne tranparaît aussi dans le bulletin de l'*Union nationale des membres de l'enseignement public* qui, en décembre 1935, décrit les transformations de l'enseignement secondaire outre-Rhin. La presse de droite se déchaîne : le Français qui affaiblit la force militaire de son pays est un complice d'Hitler ; il prépare l'hégémonie raciste ; Mérat qui, dans la *Tribune des fonctionnaires*, a dénoncé les « pharisiens du nationalisme » est pris à partie sur le ton le plus âpre ; il est, de même que Déat, accusé de couper les cheveux en huit « pour défendre des maîtres coupables d'antipatriotisme ». Pourquoi reculer toujours devant les mesures qui s'imposent contre les instituteurs marxistes ?

Car, à l'Est s'est dressé un fascisme pire encore que le nazisme. Dès 1932, Vizioz, professeur de droit à Bordeaux, dénonce dans le *Bulletin de l'Union Nationale des membres de l'enseignement public* (3), la propagande communiste dans l'Université ; pour Labelle, en décembre, le « danger se précise et s'accuse » (4) ; toute une offensive contre la religion se déploie à l'école, patronnée par l'*Ecole libératrice* et l'*Ecole Emancipée* ; elle a pour but de remplacer une « morale périmée, la seule vraie, la seule juste morale », par « une morale matérialiste, une morale de classe ». Quel avenir se prépare ainsi la France ? Dans l'hebdomadaire *Sept*, Gilson, en avril 1934, jette un cri d'alarme à son retour de Russie. « J'ai vu, écrit-il, partout des écoles vides et des lycées fermés « j'ai ramassé un enfant mort dans la classe d'une école déserte, j'ai visité de ces fameuses maisons d'enfants que l'on nous peint comme le dernier mot de la pédagogie moderne : elles étaient pleines d'enfants affamés qui vivaient comme des chiens ; j'ai donné l'aumône dans la rue à un homme qui portant sur la poitrine cet écriteau : « Ayez pitié d'un professeur malade » ; j'ai acheté au marché, du professeur de chimie organique d'une grande Université, le savon qu'il fabriquait dans son laboratoire pour vivre ... Partout la misère, la faim, la dégradation intellectuelle et morale la plus affreuse : nous ne voulons pas de cela ... » Et c'est alors que la gauche universitaire fonde un institut pour l'étude du fascisme et des comités de vigilance antifasciste. Le *Figaro*, du 1^{er} avril 1934, sous la plume de Jules Laurent, est amer et ironique.

(3) *Bulletin de l'Union nationale*, mars 1932.

(4) *Bulletin de l'Union nationale*, décembre 1932. p. 422 et sq.

Il y a mieux à faire. Pour Pimienta, dans l'*Ordre*, du 16 avril 1934, le remède est clair ; le gouvernement doit cesser « de redouter la démagogie syndicale pour mettre fin à l'exemple déplorable qui est donné au nom des professeurs de lycée par ceux qui en sont les mauvais marchands ».

Le *Temps* du 8 avril publie la déclaration de Bruley, professeur au lycée d'Orléans et président de l'*Union Nationale*. Bruley se dresse contre l'antipatriotisme des instituteurs, « pour l'honneur du corps enseignant français ... » « ce n'est pas nous qui cherchons à dresser nos élèves dans un chauvinisme insensé ou dans un orgueil racial aussi intempestif que mal fondé, mais la patrie est un fait que nous devons accepter non pas avec résignation mais comme un fait essentiel de notre formation ; l'enfant a besoin de la famille pour prendre conscience de lui-même ; l'homme a besoin de la patrie pour s'élever au-dessus des égoïsmes individuels ».

Pour remonter « ce courant funeste » qui vise à détruire les patries, à enseigner le mépris des liens de la solidarité nationale, à prêcher la dissolution de la famille et à faire prendre en charge par la collectivité l'éducation de la jeunesse, les bonnes volontés ne manquent pas. Pour le *Temps* du 20 avril 1934, aucun doute : les éléments sains subsistent en grand nombre dans « ce corps d'éducateurs ». Les rédacteurs du *Manifeste des 600* publié en avril 1935 (*) sont du même avis : l'idée savamment entretenue selon laquelle l'Université dans son ensemble serait hostile au patriotisme est un mythe ; c'est même « un bruit injurieux » contredit par « tant de services éclatants rendus à la France par l'Université, tant des nôtres tombés au front ». L'opinion est trompée par le silence de tant d'instituteurs patriotes « sincères mais discrets » ; elle est abusée par les manifestations bruyantes d'une minorité syndicaliste. L'on répète que les militants cégétistes sont « extrêmement nombreux ». Cette rumeur n'est pas fondée, car les membres de l'*Union Nationale* appartenant au secondaire sont sensiblement plus nombreux qu'eux. Le seul problème est de rassembler et d'organiser ces maîtres patriotes. C'est en particulier la tâche du *Cercle Fustel de Coulanges* : ses membres l'affirment et l'*Action Française* leur répond en écho.

Aussi, à partir de 1934, toute une campagne de propagande se développe, appuyée par une partie de la presse de droite. Le point de départ semble en être la conférence faite par le maréchal Pétain aux officiers de réserve le 24 mars. Pimienta en rend compte dans l'*Ordre* du 25. « Songez combien seraient simplifiés les problèmes militaires, s'est écrié l'orateur, si tous les Français ... se trouvaient en tout instant instruits et entraînés en vue d'une guerre éventuelle ... C'est là la tâche première du corps enseignant. » Le maréchal le souligne « ... Mes chers camarades, n'y a-t-il pas dans vos rangs des instituteurs et des professeurs qui, s'ils veulent bien se rallier à ce conseil que je leur donne aujourd'hui, ne cesseront pas de servir le pays ... » Il faut « donner à l'enfance une santé physique et morale à toute épreuve, développer au sein de la jeunesse le goût et la connaissance des choses militaires pour la préparer

(5) Dans *Bulletin du Cercle Fustel de Coulanges*, 1935, p. 16 et sq.

à l'accomplissement du plus sacré de ses devoirs : la défense éventuelle de la patrie ». Ce sont ces idées que le maréchal, quelques mois plus tard, développe lors du 14^e dîner annuel de la *Revue des Deux-Mondes* ; c'est en fait le procès de l'Education Nationale en train de sombrer dans l'antimilitarisme et l'anti-patriotisme. L'*Echo de Paris*, le *Journal*, le *Temps* donnent une large publicité à ce discours-manifeste prononcé par « le plus grand des soldats ».

Le *Cercle Fustel de Coulanges*, en 1935, relance le mouvement d'opinion créé par les propos du maréchal. En avril, il patronne un appel aux maîtres de la jeunesse française, dit manifeste des 600, qui recueille, affirme le cercle, près de 1500 signatures. C'est une attaque en règle contre le syndicalisme antimilitariste, une invitation pressante à la majorité « nationale » qui compose encore le corps enseignant pour se regrouper et réagir sur un programme commun d'action en face de la vague d'antipatriotisme qui déferle sur l'Université. Ce manifeste provoque dans le milieu enseignant de sérieux remous. Le Cercle jubile : l'adversaire a été touché au vif : le Congrès du Syndicat des Professeurs n'a-t-il pas exclu du bureau du S3, Maubourguet, coupable d'avoir signé le manifeste des 600 : « Il est apparu, note le *Bulletin du Cercle* qu'aux yeux de certains secondaires il y a un crime inexpiable ... celui d'affirmer publiquement la nécessité d'assurer à la France la protection d'une armée solide. Le Cercle ne relâche pas son effort. En 1936, est publié un ouvrage collectif, *L'Education et l'idée de Patrie*, préfacé par Abel Connard. Olivier Pozzo di Borgo se dresse contre le désir de l'Etat de faire des professeurs « les instruments dociles ... du patriotisme humanitaire, source funeste du pacifisme universitaire et voie largement ouverte aux doctrines du renoncement national ». Dans l'enseignement, s'est ainsi progressivement imposé l'esprit de Genève ... « Nous connaissons, souligne Pozzo di Borgo, les sanctions, les subtiles brimades, les avertissements cauteleux toujours suspendus sur les moins protégés et les plus humbles d'entre nous lorsqu'ils estiment que, ne faisant pas partie de la valetaille de M. Philippe Berthelot, ils n'ont pas à faire l'éloge sur commande du traité de Locarno ou du pacte Briand-Kellog ⁽⁶⁾ ». Traitant du patriotisme dans l'enseignement philosophique, Henri Boegner invite de son côté les professeurs à former « une jeunesse française animée d'un patriotisme d'autant plus ardent qu'il sera plus lucide, prête à rendre au monde qui en a besoin une France vigoureuse et sage ». Mais il convient avant toute chose d'écarter d'elle les manuels pacifistes comme celui de Cuvillier, « adepte convaincu d'un certain pacifisme et qui a le souci non de former des esprits mais de propager des idées qu'il juge bienfaisantes ».

A travers cette campagne en faveur de l'éducation du patriotisme apparaissent trois thèmes majeurs. L'accent est mis sur le fait que le patriotisme n'est pas « une matière qui s'apprend en vingt leçons mais un principe spirituel qui commande l'enseignement quotidien, vise à une imprégnation lente mais sûre des esprits et des cœurs ». Il doit s'épanouir dans un climat moral à recréer à l'école. Celle-ci a en effet failli à sa mission d'éducatrice. Dans le

(6) dans *Bulletin du Cercle*, p. 129.

Bulletin de l'Union Nationale se déploie toute une campagne contre l'abandon des valeurs morales traditionnelles, le relâchement de la discipline scolaire, l'absence de politesse et de respect des maîtres ... copiage, fraude, brimades secrètes sont les signes de cette « dégradation morale ». Il faut réagir contre le matérialisme grossier qui a déferlé dans l'enseignement d'après-guerre. L'œuvre de redressement moral est possible dans le cadre de la démocratie ; *Je suis Partout* et *l'Action Française* ne sont pas d'accord, du moins tant que subsistera l'Etat totalitaire, coupable de vouloir prendre entièrement en charge l'éducation de la jeunesse et d'imposer le point de vue des minorités révolutionnaires à l'ensemble du corps enseignant. Plus nuancée *l'Union Nationale* accepte la tutelle de l'Etat mais de l'Etat libéral : en février 1932, son bulletin mensuel le souligne : quelle leçon de morale familiale ou de patriotisme donnera à ses élèves un sympathisant du communisme ? « parlant contre sa conscience, il le fera sans conviction, à contre-cœur sinon sur un ton qui détruira l'effet des paroles qu'il aura réglementairement, rituellement prononcées ... »

La gauche universitaire n'est pas insensible au caractère polémique et politique de cette offensive « patriotique ». *L'Université syndicaliste*, à partir de 1932, multiplie les attaques contre le *Cercle Fustel de Coulanges* et Henri Boegner, en particulier, étend ses critiques à *l'Union Nationale* et met en relief l'influence malfaisante de la pensée maurrasienne, ainsi à l'œuvre dans le milieu enseignant. Cette réaction nationaliste est d'autant plus dangereuse, estiment les professeurs « unitaires » qu'elle favorise à la fois la fascisation de l'Université et les progrès de l'hitlérisme. Sur ces deux thèmes s'est ouverte, dès 1931, une vigoureuse contre-offensive. En mai 1931, *l'Université syndicaliste* dénonce comme fasciste, la modification du règlement intérieur de l'Ecole Normale supérieure et invite les élèves à se dresser contre lui avec énergie. N'impose-t-on pas aux normaliens de suivre les cours d'instruction militaire supérieure ? Il est clair, affirme le journal, que « ces mesures se relient à un ensemble d'interventions destinées à obtenir la soumission aveugle des universitaires et des intellectuels à l'autorité de l'Etat. Le fait est d'autant plus important qu'il s'agit de briser chez les normaliens une attitude rebelle au militarisme et à la préparation à la guerre ». De même en juin, *l'Université syndicaliste* patronne une enquête sur la propagande colonialiste organisée dans les établissements publics par la *Ligue Maritime et coloniale* et publie, en juillet, les premiers résultats de son enquête. Cette « fascisation » a de plus gagné le syndicat national des professeurs comme en témoigne sa participation active aux activités de l'association internationale de l'enseignement secondaire. En 1934, la mesure est comble : une délégation française sera présente au Congrès de Rome... « on verra le spectacle de Lackenbacker et des amis cégétistes socialistes antifascistes palabrant, banquetant et villégiaturant sous la présidence et aux frais de Mussolini, de l'assassin de Matteotti, du bourreau de milliers de nos collègues et camarades de l'enseignement italien ». Ainsi, très insidieusement, la corruption s'étend de la droite aux socialistes pour favoriser la montée des fascismes étrangers. Déjà, « l'Allemagne est sous la botte » et Georges Cogniot, en avril 1933, évoque les membres de l'ensei-

gnement « avancés ou simplement indépendants », arrêtés, révoqués, les Juifs exclus de leurs chaires, la suppression de rares journaux corporatifs, la militarisation de toute la jeunesse.

Il faut faire barrage au national-socialisme tant intérieur qu'extérieur. L'*Université syndicaliste* célèbre la journée du 12 février 1934 ... « Le personnel ... a réagi contre le fascisme parce qu'il sait que le fascisme se traduit par l'asservissement intellectuel et matériel de l'école ... Et ce n'est là qu'un début ... Notre démobilisation serait un crime contre nous-mêmes » souligne Jean Bruhat. La gauche universitaire favorise la constitution de comités locaux d'action antifasciste et de vigilance, d'un bureau international d'entraide universitaire pour secourir et accueillir les maîtres allemands victimes du nazisme. En août 1934 est créé un institut permanent pour l'étude du fascisme où figurent Marcel Prenant, Henri Wallon, Paul Langevin et Lucien Levy-Bruhl. Les membres de l'enseignement sont conviés à soutenir l'*Internationale des Travailleurs de l'Enseignement* qui dans ses récents congrès s'est élevée « contre la misère de l'Ecole, le chauvinisme et le cléricanisme ». L'heure est à l'union de tous et pour ce faire, les professeurs unitaires s'efforcent d'organiser un front commun universitaire contre le capitalisme, le fascisme et la guerre. Ces initiatives ont un certain succès : l'antifascisme universitaire se développe et se fortifie, balayant la prudence ondoyante de la FGE, se dressant avec vigueur contre la droite universitaire en février 1936. Un comité national d'action antifasciste réuni autour de Rivet, du *Musée de l'Homme*, s'efforce de coordonner la résistance des milieux intellectuels de gauche à la fascisation de l'Université et de la Nation.

Cette résistance nationale n'exclut pas, bien au contraire, la foi dans la paix européenne. C'est surtout le fait des milieux socialistes. Le 15 juillet 1935, Maurice Weber se refuse à accepter l'éventualité d'une guerre « sous aucun prétexte que ce soit ». En avril 1936, le congrès des professeurs-adjoints, dans une de ses motions (rapportée par Fedensieu) affirme « qu'il est indispensable de négocier à nouveau avec la volonté farouche de défendre et de sauver la paix ... le syndicalisme doit proclamer sa conviction que la guerre n'est pas fatale et que l'homme n'est pas voué à la guerre pourvu qu'il ne s'abandonne pas à de mauvais bergers... » A travers l'offensive antifasciste, reparaissent les thèmes pacifistes et antimilitaristes. Les unitaires, de leur côté, opposent à la folie belliqueuse du régime hitlérien, la « prospérité intérieure de l'Union Soviétique ». Dans l'*Université syndicaliste* se multiplient, entre 1933 et 1935, les apologies du système communiste ; sont aussi stimagisés les impérialismes mondiaux (fascistes et antifascistes) qui préparent une « monstrueuse agression » contre les 160 millions de camarades qui « bâtisseurs fervents de la vie socialiste et communiste » n'aspirent qu'à la paix de l'Europe et du monde.

Entre le patriotisme de la droite et l'antifascisme de la gauche s'accusent les divisions doctrinales du milieu enseignant. Mais ce n'est là qu'un des affrontements des deux factions rivales. Leur opposition se cristallise aussi sur le thème pourtant rebattu de la laïcité.

LA DEFENSE DE LA LAICITE.

La querelle du patriotisme engage celle de la laïcité, notion complexe que la droite et la gauche définissent différemment. La laïcité n'est pas seulement confessionnelle, elle est aussi politique. Les projets de l'*Ecole Unique* auxquels s'associent les problèmes aigus de la gratuité et de la sélection aggravent la polémique « laïque ». La gauche et la droite s'affrontent au Parlement, dans la presse et dans le milieu enseignant. Comme le note Pierre Flottes dans sa *Révolution de l'Ecole Unique*, le débat a « quelque chose de religieux ... non seulement s'affrontent ici des conceptions, la marche de la société à l'inégalité ou au nivellement, mais encore les cultes intellectuels si vivants en notre siècle se font une nouvelle guerre des Dieux : non pas ironique et libertine mais une guerre sérieuse et ardente ... »

Pour la droite, la laïcité est devenue une véritable contre-religion issue de « l'idéologie maçonnique la plus agissante » ; elle n'est plus cette neutralité « telle que la définissent la loi, les règlements et les déclarations formelles des fondateurs de l'Ecole Publique ... » Dans le *Bulletin de l'Union Nationale* se développe une campagne contre le « laïcisme militant » amorcée en 1926 par Jacques Chevalier. En février 1934, Miroglio, professeur de philosophie au Lycée de Bordeaux, voit dans ce laïcisme « une machine de guerre spécialement montée contre les croyances religieuses ... », un essai de métaphysique et propose de lui opposer, surtout dans les classes de philosophie, les notions de morale, de famille et de patrie, des notions « sûres, fixes, éternelles ». En 1932 pour Pimienta, au terme d'une campagne électorale malheureuse, (7) plus de doute ! « Etre laïque, c'est savoir se servir politiquement et surtout électoralement des fonctionnaires que le ministère de l'Instruction Publique forme dans les isolements de ses écoles normales et qu'il paye pour l'enseignement primaire. C'est savoir les employer pour faire de chacun d'eux, dans chaque commune un agent et comme une cellule de politique antinationale... » De même, souligne-t-il, deux ans plus tard, l'accusation de cléricisme, arme des plus efficaces dans l'Université, « réussit à cacher des intérêts électoraux, des antagonismes politiques et sociaux, des haines personnelles ... » Le *Temps*, le 9 avril 1934, publie les conclusions de Collas, professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers, sur les progrès de l'intolérance (8). « La neutralité qui n'était encore que confessionnelle était une idée claire, une discipline relativement facile à observer. Vous savez où nous en sommes aujourd'hui. Des circonstances multiples ont jeté dans les esprits un désarroi tel qu'ils n'en avaient pas encore connu depuis la fin du XVI^e siècle... la notion rousseauiste et jacobine de l'Etat reprend sa malfaisance tandis que la faiblesse de l'Etat laisse le champ libre à des minorités sans mandat. » La liberté de conviction des universitaires est gravement menacée. Ainsi au laïcisme anticlérical des dernières années du 19^e siècle s'est substitué un laïcisme idéologique et politique, autrement plus dangereux.

(7) PIMENTA, *Les leçons d'une campagne* (préface par E. BURE).

(8) Au Congrès de l'Union Nationale à Nantes (avril 1934).

Une tyrannie nouvelle s'est instaurée dans l'Université. Collas, en avril 1934, y voit l'œuvre de « certains groupements universitaires, notamment de ceux qui ont fait du marxisme, la loi de leur activité... » Ils cherchent à « transformer l'enseignement public de tous les degrés pour en faire le principal instrument d'une révolution qui ne serait pas seulement politique et sociale mais morale ... » Ce sont eux qui élaborent ainsi « une doctrine d'Etat hors laquelle il n'y aurait ni avancement, ni droit de rester dans l'Université ». Ils veulent établir, à plus ou moins longue échéance, « un caporalisme syndical » sur les programmes, le choix des manuels scolaires, « préparant l'institution d'un monopole de fait et l'asservissement de l'Université tout entière. Leur action, encouragée par la passivité des pouvoirs publics est d'autant plus funeste qu'elle favorise, sur le plan moral, les progrès de l'immoralité et du matérialisme ... » La presse de droite, en novembre 1934, accueille avec d'autant plus de soin les propos tenus par le recteur Charléty dans son discours de rentrée de l'Université de Paris. Ce haut fonctionnaire dont « on ne peut soupçonner l'impartialité politique et morale » ne s'est-il pas ému de la crise de la jeunesse, n'a-t-il pas proclamé publiquement la nécessité de restaurer les valeurs spirituelles, la discipline de l'honneur, le culte de l'idéal, le sens du devoir ? (*)

Car le mal est profond. Les maîtres ont trop souvent corrompu leurs élèves, sous le couvert d'une laïcité ambiguë. Albert Rivaud dans les *Questions du Jour*, en 1935, ne peut dissimuler sa colère : « ...athées ou déistes conservateurs ou révolutionnaires, patriotes sincères ou ennemis hypocrites de la patrie, ascètes sans religion ou bien amateurs honteux des délices sensuels unis seulement par une même fureur ont sournoisement incliné des âmes innocentes vers cette facilité morale qui sert bien les appétits de leurs patrons politiques ... » Cette corruption ne peut être qu'encouragée et précipitée par l'*Ecole Unique*. Contre elle, une partie de la presse de droite passe à l'offensive en avril 1932, multiplie les slogans alarmants : « négation des droits de la famille, contresens social ... machine de guerre contre la liberté de l'enseignement » Le 31 août 1932, l'*Ordre* titre « Petits enfants, abandonnez ici toute espérance » et reproduit la lettre du pasteur Autrand au président de la *Fédération du protestantisme français* ... au sujet de la sélection qu'implique l'établissement de l'*Ecole Unique* ... Ne dit-il pas, notamment, « et le pire, M. le Président, c'est qu'on peut envisager sans redouter de médire que les commissions de sélection prendront rapidement un caractère politique et que le lycée d'abord, les fonctions administratives ensuite seront réservés aux enfants de la caste qui, depuis trente ans, domine la France... L'*Ecole Unique* est devenue une arme électorale en attendant d'être un moyen de gouvernement. » Les loges maçonniques s'en sont emparées pour prolonger leur règne. C'est bien l'avis d'Albert Petit qui dans la *Revue de Paris* du 1^{er} janvier 1933 se déchaîne contre « la sélection arbitraire » que suppose l'*Ecole Unique*.

L'*Ecole Unique* est forcément anticivique. Elle ne se contente pas d'annihiler « les droits sacrés des parents », mais elle fait le jeu des partis socialo-

(9) *Information universitaire*, 10 novembre 1934.

communistes, alliés à la franc-maçonnerie. Le *Cercle Fustel de Coulanges* se dresse contre « cette révolution sèche qu'on opère assez habilement ». « Voyez donc la question de la gratuité, dogme devenu intangible que personne ne songe plus à supprimer... C'est la preuve éclatante que l'*Ecole Unique* fait partie d'un système d'Etatisme dans lequel la prise en considération des intérêts nationaux n'entre pour aucune part et que c'est une machine de guerre au service d'un parti contre la France... » Pour l'*Action Française* du 17 juin 1933, la gratuité participe à « une funeste mystique égalitaire et les démocrates populaires qui ont accepté le principe n'ont rien compris à la mesure à laquelle ils servaient de chevaux de renfort ... »

Il faut alerter l'opinion avec d'autant plus de vigueur que l'*Ecole Unique* risque de créer un prolétariat intellectuel plus nombreux et plus aigri. Arnould Duval intervient sur ce thème à la Chambre, le 4 avril 1933 ; Adrien Marquet, rapporteur du budget de 1934, signale que l'afflux des élèves dans les établissements publics, du fait que la gratuité prend les proportions « d'un raz de marée ». Le 7 avril 1933, l'*Action Française* renchérit. « La morale humaine n'empêche pas un brave garçon, ayant travaillé terriblement pendant sa vie scolaire secondaire et supérieure, muni de diplômes durement gagnés et qui ne trouve pas d'emploi d'être un raté ou ce qui revient au même de se considérer comme tel ». *Marseille-Matin*, le 6 juin, insiste : « la gratuité multipliera les ratés », ironique il ajoute : « il leur restera la politique, accueillante à tous les ratés ». Tout devient clair. Ces innombrables ratés produits chaque année par l'Université sont la masse de manœuvre idéale de la révolution sociale que prônent socialistes et communistes. Que le pays prenne garde !

En acceptant l'*Ecole Unique*, il ne se contente pas de servir la cause des partis révolutionnaires, il précipite la fin de la société libérale. Comme le souligne Boegner dans *Question du Jour* ⁽¹⁰⁾, l'*Ecole Unique* va permettre d'assigner à chacun le rang qu'il occupera dans la société « Avec ses tests, avec ses examens de passage, avec ses orienteurs, l'enseignement désignera l'un pour les postes subordonnés, l'autre pour devenir chef. » « C'est là une manœuvre insidieuse et grave » notait de son côté le *Temps* en avril 1934 « sous couleur d'intérêt collectif, le socialisme et tout ce qui socialise plus ou moins directement en France par le moyen de la sélection, de l'orientation professionnelle étendue des métiers aux professions, le socialisme et tout ce qui socialise avec leurs compartiments et leurs tourniquets en veulent aux libertés domestiques ». Qu'est donc devenue la neutralité de l'Ecole ? s'interrogent journalistes et universitaires de droite. La politique des partis révolutionnaires a faussé la laïcité véritable. Par ses minorités agissantes, par ses projets d'*Ecole Unique*, elle détruit patiemment l'ordre social et moral établi depuis des siècles et sous prétexte de fonder une société juste et égalitaire, elle prépare la dictature marxiste et athée, hostile à tout pluralisme confessionnel et politique.

(10) *Questions du Jour*, n° 5, janvier 1935.

Contre ce danger sans précédent, le pays tout entier, du moins cette partie de l'opinion qui n'a pas renié le passé national doit se dresser. Les « éléments sains de l'Université » doivent être le fer de lance de cette révolte nationale. Des remèdes existent ; il suffit de vouloir les appliquer.

Il convient tout d'abord de rétablir dans l'Université la liberté d'opinion pour les maîtres eux-mêmes. Sur ce point, l'*Union Nationale* prend dès 1932 une position très ferme. En mai 1933, son président Bruley, dénonce de nouveau « les attaques violentes de certains militants contre leurs collègues qui commettent le crime de ne pas penser comme eux. » « Ils réclament l'institution d'une orthodoxie d'Etat et l'excommunication majeure de tous ceux qui ne veulent pas s'y rallier... » Or, leur orthodoxie est leur propre *credo* « plus ou moins matérialiste ou marxiste » et les hérétiques doivent être « remis au bras séculier et jetés dans les ténèbres extérieures ». Au Congrès de Nantes, en avril 1934, l'*Union Nationale*, devant les excès commis par ces minorités agissantes qui imposent leur loi à des « majorités indifférentes ou passives » réagit : elle vote trois vœux, l'un sur les principes véritables de la neutralité, le second sur les règles d'avancement fondées sur les critères professionnels, le troisième sur la reconnaissance égalitaire de tous les groupements corporatifs (tous doivent être représentés dans les comités consultatifs de l'Instruction Publique). Ce coup de semonce n'a guère d'effet et, en 1936, Pozzo di Borgo, membre du *Cercle Fustel de Coulanges*, stigmatise l'attitude équivoque du *Syndicat National des Professeurs* ⁽¹¹⁾. Celui-ci proclame la liberté d'opinion, mais se garde bien de la défendre concrètement. Ce privilège n'est concédé qu'à la gauche syndicale. La tyrannie socialo-communiste n'a jamais été aussi puissante ; tout s'incline devant elle et l'arbitraire règne en maître. Faudra-t-il donc pour rétablir la liberté d'opinions, comme le recommande l'*Action française*, recourir à une épuration du personnel, en chasser les agents moscou-taires ?

Ceux-ci sont surtout nombreux dans l'enseignement primaire. Pourquoi s'en étonner ? Les écoles normales, après avoir été des foyers d'anticléricalisme et d'athéisme sont devenues des séminaires de socialisme. Il faut briser leur monopole. Le *Temps*, le 18 avril 1934, commente avec sympathie la proposition de loi déposée par Maurice Robert : les futurs maîtres de l'*Ecole Unique* doivent être tous formés au Lycée. Les Ecoles normales sont maintenant à « contrefil du progrès », « aux instituteurs qui ont mission de commencer l'éducation nationale il n'est plus possible, il peut devenir dangereux de réserver une éducation particulière, à plus forte raison de parti... » C'est au lycée, de plus en plus qu'ils « rencontrent l'image réduite mais exacte du pays ». Le *Cercle Fustel de Coulanges* ironique, s'étonne de l'hostilité que manifestent les cégétistes à l'encontre de la réforme des écoles normales. Les jeunes normaliens, présents au banquet du Cercle en 1932 ⁽¹²⁾ n'ont-ils pas réclamé, eux-mêmes, leur admission dans les lycées ? Ils savaient ce qu'ils voulaient :

(11) *Quinzaine universitaire*, 1936, p. 377.

(12) *Bulletin du Cercle Fustel de Coulanges*, 3 janvier 1933.

« acquérir les instruments d'une libre critique contre de risibles engouements freudiens ou autres ... »

Dans ces conditions, vouloir l'*Ecole Unique* est un crime contre la Nation et la liberté d'opinion. Dès juin 1931, Xavier Vallat député de l'Ardèche, dans *Famille et Lycée*, dénonçait dans ce projet « révolutionnaire » une « atteinte profonde aux droits des pères de famille et une arme politique » dans les mains du *Parti communiste* de la *SFIO*, du *Parti radical socialiste*, de la *Ligue de l'Enseignement*, de la *Franc-maçonnerie* et du syndicat « unitaire » de l'enseignement. En novembre 1932, Parigot dans la *Revue des Deux-Mondes* se dresse contre cette « offensive étatiste » et adjure « tous ceux qui échappent à l'esprit jacobin de regarder en face ce péril ». Un mois plus tard, la *Revue hebdomadaire* accuse l'*Ecole Unique* de transformer l'Université en « une caserne philosophique ». L'*Union Nationale* n'adhère pas à cette politique du refus. En 1934, elle publie son projet d'*Ecole Unique* qui ménage les droits des parents, supérieurs d'après elle, à ceux de l'Etat. De plus, affirme-t-elle, réformer les structures de l'école ne suffit pas. Il faut y restaurer l'enseignement des valeurs morales traditionnelles. En avril 1932, elle s'insurge contre la campagne de presse conduite par le *Matin* en 1931 au sujet des retenues, s'indigne en 1933-1934 contre l'abaissement de la moralité scolaire. Tout un mouvement se dessine en ces années-là pour rétablir l'enseignement de la morale et de la discipline dans l'enseignement secondaire. En mars 1933, le congrès d'éducation morale invite les professeurs à exposer au cours de leur enseignement « les jugements de valeur qui leur paraissent exigés par la conscience morale » et propose de créer, sur le modèle des établissements privés, des directeurs de division. Il suggère même d'appliquer des sanctions sévères aux manquements à la véracité et à la loyauté. En mars 1934, le *Journal des lycées* s'avoue à son tour favorable à la réintégration de la morale et lance à ce sujet une enquête parmi ses lecteurs et lectrices « avoir rayé la morale des humanités n'est-ce pas le comble de l'absurdité ? » Le 15 mai 1935, dans le *Mercure de France*, Georges Guy, après avoir fait le procès de l'éducation française, souhaite lui aussi un enseignement moral ... « il est nécessaire de former l'adolescent à la vie sociale qui implique les devoirs de l'homme vis-à-vis de lui-même, de son prochain, de sa nation ... »

De son côté, la gauche juge avec aigreur que la laïcité n'est pas respectée. La faute en incombe à l'Eglise et à la droite. Gaston Martin dans la *République*, du 25 septembre 1933, accuse publiquement l'Etat d'assurer « une impunité absolue » aux propagandistes de droite. Or, affirme-t-il, « ils sont — et de loin — ceux qui violent le plus délibérément la neutralité ». L'*Université républicaine*, le 15 janvier 1931, souligne que « la croisade contre l'école laïque et la campagne parfois ignoble contre les instituteurs se poursuivent vigoureusement en même temps que les Davidées, plus sournoisement, minent peu à peu notre Université ». Toute une offensive habilement concertée se déploie contre l'école laïque et les vrais « laïques » doivent s'y opposer. François-Albert, au Congrès de la *Ligue de l'Enseignement*, en mai 1932, les adjure de maintenir l'œuvre de laïcité contre « les opérations souterraines et anonymes de la calomnie (qui) se poursuivent avec d'autant plus

de méthode qu'elles demeurent le suprême espoir d'une opposition qui ne désarme pas ... »

Mais, il est vrai, les laïques doivent tout d'abord s'en prendre à eux-mêmes. Ils ont laissé se dégrader leur idéal de laïcité. Marceau Pivert, en 1930, clame son indignation. « Où sont-ils donc les laïques, pieux chevaliers modernes, enseignant sans peur et sans reproche la réalité sociale ? Où sont-ils les chefs héroïques répondant aux provocations et aux calomnies de l'adversaire par un exposé loyal et ferme de notre idéal, par l'article de revue pénétrant et hardi qui enthousiasmerait les éducateurs laïques ? ». En 1933, est publié le rapport de Maurice Roger sur les œuvres post-scolaires laïques. La carence laïque est évidente. Dans deux articles du *Populaire*, du 5 avril et du 4 mai 1932, L. Tripard est amer. « L'école publique dite laïque ne forme qu'un nombre insignifiant de vrais laïques », constate-t-il, « les lois laïques n'ont pas donné ce qu'on en attendait ... ». En février 1932, Henri Marcy, professeur à l'école primaire supérieure de Suresnes, est aussi pessimiste « Laïques, seuls l'enseignement primaire et primaire supérieur le sont réellement puisque l'enseignement secondaire ouvre toujours ses portes aux aumôniers des différents cultes qui viennent donner leur enseignement dans les lycées et les collèges. Mais cette laïcité est-elle complète ? Et est-elle aussi réelle que le prétendent ses adversaires ? Est-ce que Jules Ferry en introduisant dans l'enseignement une sorte de Dieu laïque, un être suprême à la Robespierre est arrivé à désarmer ceux qui veulent l'enseignement dans et pour une religion... Vous savez bien que non ... » « Et, poursuit Henri Marcy, après cinquante ans de laïcité, l'esprit de servitude accumulé par des siècles de despotisme et d'ignorance n'a pas disparu chez les générations élevées dans les écoles publiques ... la faute en est aux dirigeants de l'Instruction Publique qui ont opposé à tous les efforts laïques le dogme de la neutralité scolaire ».

Cette « carence laïque » n'est pas due seulement aux laïques eux-mêmes. L'Eglise a entrepris de « noyauter » l'enseignement public. Cette tactique insidieuse s'est amorcée dès 1927, affirme Marceau Pivert. En juin 1931, l'*Université syndicaliste* est inquiète. « A l'école normale supérieure ... on récite en commun la prière ... retraites, messes semi-officielles et communions de masse se succèdent pour les élèves des grandes écoles ... à Sèvres, s'affirme l'action d'une conférence Saint-Michel ... toute une presse universitaire confessionnelle s'est créée ». Et le journal cite pêle-mêle le *Bulletin Joseph Lotte*, le *Bulletin de la conférence Saint-Michel*, le *Petit Courrier de l'Union catholique de l'enseignement public de la région parisienne*. A Paris, les professeurs catholiques sont plus de 200 ; les journées catholiques universitaires de 1930 ont regroupé 900 personnes. Marcel Déat, dans l'*Université*, organe de la fédération générale de l'enseignement, s'indigne en décembre 1932 : « Je ne pense pas qu'au primaire envahi, noyauté par les davidées ou les larbins de la pire réaction. Je pense au second asile du dilettantisme où tant de professeurs érudits, savants, cultivés sont rongés d'ennui et profondément dégoûtés de leur métier ... Je pense au secondaire où il est de bon ton de n'admettre point les grossièretés militantes et où tant de maîtres porteraient sans déguisement la soutane. Et je n'oublie pas le supérieur, où tel doyen, tel recteur pourrait être

aussi bien évêque ou archevêque, où tel professeur donnerait aussi bien ses cours à la faculté catholique. Le supérieur où la philosophie, pour ne parler que d'elle — mais elle compte — ne sera bientôt plus enseignée que par des néothomistes et des frères tertiaires ... »

Hors de l'Université, l'Eglise favorise, en outre l'enseignement libre. Elle est bien servie « par le poincarisme clérical » vainqueur aux élections de 1928, aidée par la bourgeoisie française qui « après s'être servie de l'enthousiasme laïque et de l'esprit de sacrifice des instituteurs de l'Etat pendant un temps, dans un certain sens et dans certaines limites, a désavoué et désavoue tous les jours, bafoue et empêche leur lutte contre l'influence grandissante de l'Eglise dans l'enseignement. »

Georges Cogniot, devant cette trahison, se rebelle. Mais le scandale le plus grand n'est pas là. *L'Université syndicaliste* dénonce sans répit à partir de 1932, le « sabotage » de l'enseignement laïque à tous les degrés sous prétexte d'économies budgétaires : réduction de traitement du personnel, classes pléthoriques, limitation du nombre de bourses. Qui en profite sinon l'Eglise qui, « triomphante », s'installe sur les ruines de l'école publique ? Tout n'est que trop clair dans ce machiavélisme gouvernemental. « ... Les congrégations servant bien le capital, les grands laïques bourgeois servent bien les congrégations ... » Dans un pamphlet intitulé *Protégeons l'enfance* et publié par le *Groupe fraternel de l'enseignement de la région parisienne*, en 1932, Marceau Pivert s'empare contre le régime de la liberté d'enseignement. Sous le couvert de la loi Falloux, l'Eglise a pu porter son effort sur les points de moindre résistance de son concurrent. La mesure est « Tolérerez-vous longtemps encore que des bambins irresponsables soient détournés arbitrairement par l'Eglise des voies émancipatrices de la méthode scientifique et de l'esprit critique dans le domaine intellectuel, des règles d'action et des valeurs strictement rationalistes dans le domaine moral ... » Le danger est grave. Fedel, en 1936, devant la commission exécutive du S3 constate que l'enseignement libre est redevenu comme en 1898 un concurrent redoutable aussi fort numériquement que celui de l'Etat. En juillet 1936, *Le professeur adjoint* titre « Le vrai péril » et montre dans l'enseignement libre « un concurrent toujours à l'aguets, à l'affût, prêt à élever une école sainte là où un collège d'enseignement public a été supprimé ».

La laïcité n'est pas seulement mise en cause sur le plan « philosophique ». La droite ne se contente pas d'utiliser l'Eglise pour annihiler l'école laïque, elle pousse les gouvernements d'Union Nationale à supprimer la liberté d'opinion des maîtres laïques. Dans les colonnes de *L'Université syndicaliste* s'allonge la liste des professeurs suspendus, révoqués, déplacés pour raison politique. Sous le couvert d'une laïcité mal comprise, le gouvernement s'arroge le droit de poursuivre les professeurs « ... pour des faits entièrement étrangers à l'exercice de leur profession ». Le syndicat national des professeurs est sommé d'intervenir. En février 1935, la *Quinzaine Universitaire* rend compte d'une démarche, auprès du ministre Malarmé, des bureaux des syndicats de l'enseignement « ... Ils lui ont fait part de l'indignation unanime soulevée dans le personnel de l'enseignement secondaire par des mesures administratives

prises contre certains maîtres ... Ils ont revendiqué le droit pour les professeurs de n'être notés que par leurs chefs universitaires et leur volonté de ne souffrir aucune diminution de leurs droits civiques ... » Le gouvernement dépasse la mesure ... Au lycée de Macon, un professeur connu pour son activité politique antifasciste n'a-t-il pas été inquiété sur un simple rapport de police ... ? L'enquête ouverte n'a donné aucun résultat : toute l'accusation s'est effondrée

Bien plus, la droite, en voulant former les instituteurs au lycée, cherche à briser les privilèges de l'Ecole Normale. Pierre George, dans deux articles publiés dans l'*Humanité*, du 26 novembre et du 4 décembre 1935, dénonce la manœuvre ... « On ne veut plus d'instituteurs sortis du peuple, on veut leur substituer des jeunes gens issus de la bourgeoisie des villes, élevés par des maîtres en majorité fascistes, ceux même qui ont repoussé l'adhésion du syndicat national des professeurs de lycée à la CGT en 1934 ... » Ainsi sera mis en place un enseignement de classe avec des maîtres « sûrs ». C'est là le pire danger qui menace l'école. Georges Cogniot, Marcel Déat et Emmanuel Berl le soulignent tour à tour. Marcel Déat, cité par Pierre Flottes, est inquiet « ... en joignant la gratuité à la sélection, on aboutit infailliblement à capter au profit de la bourgeoisie les meilleurs enfants, à une transfusion de sang et aussi à un déclassement ... » Berl s'interroge « ... si la question de l'*Ecole Unique* revient à celle de savoir combien d'enfants du peuple la bourgeoisie voudra s'assimiler tous les ans, elle n'a pas plus d'importance que n'en avait sous la monarchie la question de savoir combien le roi délivrait de lettres de noblesse ... » Le bilan de la gratuité dès octobre 1932 apparaît bien négatif à l'*Université syndicaliste* « Combien d'enfants prolétariens avez-vous trouvés dans vos classes de 6^e », s'écrie le rédacteur de ce journal, et il poursuit, amer, « ce sont le personnel et les élèves de nos lycées et collèges qui paient les frais du mensonge de l'*Ecole Unique* bourgeoise dont aucun enfant prolétarien ne profite ».

Sur le thème d'une laïcité trahie, le débat s'élargit : de l'offensive cléricale, sujet rebattu mais toujours neuf, l'on passe ainsi à une critique aiguë de la réforme de l'enseignement, antilaïque car faussée par une majorité de droite. Il est devenu nécessaire d'opposer un plan contre.

Devant la gravité de la menace cléricale et politique, les milieux laïques réagissent avec vigueur. Il convient « de parer au danger et d'organiser sans retard une jeunesse résolument acquise aux idées de laïcité, d'internationalisme et de justice sociale » souligne le manifeste de la CGT publié dans le *Populaire* du 6 mars 1934. Une solution est urgente car, comme le note Pierre Flottes ⁽¹³⁾, le monde est en quête de mystique collective « et l'Eglise mieux armée qu'aucune autre collectivité ... peut assimiler les forces confuses qui poussent l'individu à se dépasser, à s'oublier dans une collectivité plus haute, et à recueillir la victoire sans avoir livré le combat ... » Aussi, l'*Internationale de l'Enseignement* propose-t-elle, dès 1932, « d'expulser les curés de toutes les

(13) *Révolution de l'Ecole Unique*, 1931, p. 170.

religions hors de l'Ecole et de supprimer l'instruction religieuse de toutes les écoles ». Le *Congrès national des instituteurs*, en août 1933, ému « par le retour de nombreuses congrégations et par le nombre grandissant d'instituteurs et d'institutrices congréganistes, par la pénétration dans l'enseignement public d'éléments nettement hostiles à la laïcité » demande l'abrogation de la loi Falloux et exige même « qu'une enquête sérieuse soit faite sur tous les candidats aux fonctions d'enseignement afin d'empêcher le noyautage de l'enseignement public par les Davidées ... »

D'un point de vue plus positif, pour éviter à la fois la mainmise de l'Eglise sur l'enseignement (« 800.0000 enfants sont asservis à une éducation confessionnelle » note, en 1931, le *Comité pour l'Ecole Unique*) et l'établissement d'un monopole étatique dans la pure tradition jacobine, le parti socialiste propose la formule de la nationalisation, Léon Blum dans le *Populaire*, en 1933, démontre qu'il est en effet impossible de laisser coexister un enseignement public fondé sur la sélection et un enseignement libre qui en serait affranchi ... La conclusion s'impose : « l'idée de la sélection conduit à l'idée de nationalisation par une déduction logique aussi nécessaire que celle qui mène de l'idée de gratuité à l'école de sélection... » Mais quelle nationalisation ? Le *Comité pour l'Ecole Unique*, appuyé par la CGT propose une gestion tripartite de l'enseignement avec des représentants des pouvoirs publics, des usagers et des travailleurs de l'enseignement.

C'est là une solution libérale qui permettrait de fonder la paix et la justice scolaires. Mais les milieux laïques ne sont pas unanimes et le projet de nationalisation dissimule bien des arrière-pensées. Ainsi, *Credo*, organe de la Fédération Nationale catholique reproduit le discours du frère maçon Loewe au Convent du *Grand Orient*, le 24 septembre 1932. « Elle (l'Ecole Unique) ne se confond pas avec le monopole de l'enseignement, elle en est la nationalisation. Depuis la première leçon de l'instituteur rural jusqu'aux travaux dirigés par le maître en Sorbonne, une continuité régnera. L'avenir de la science, l'avenir de la technique, l'avenir du bien-être général seront infiniment mieux préparés par une éducation nationale rationnelle que par un enseignement anarchiquement distribué non à ceux qui peuvent en tirer profit mais à ceux qui peuvent payer. »

L'Ecole Unique ne risque-t-elle pas contrairement aux rêves de ses promoteurs « d'être une institution aristocratique qui permettrait de différencier graduellement les individus, de passer de l'homogène à l'hétérogène alors que le socialisme tend à l'assimilation progressive des types sociaux les uns aux autres. » Pierre Flottes est inquiet. L'Ecole Unique ne peut être abandonnée à elle-même. Une idée s'impose dans les milieux de gauche : un contrôle idéologique et philosophique doit survivre à la mise en place de l'école nouvelle. Marcel Déat, dans l'*Université nouvelle* d'avril 1932, souligne qu'elle postule la révolution ; elle doit former des hommes pour un idéal nouveau ; « ces hommes se trouveraient inadaptés et déclassés si la société établie sur l'idéal ancien subsistait ». Les diverses factions ou tendances de la gauche sont ainsi amenées, par peur de l'adversaire, à songer au gouvernement de

l'Ecole, car l'Ecole doit permettre de remodeler la société de demain. Dès 1924, le *Groupe fraternel de l'enseignement* n'associait-il pas l'Ecole Unique aux impératifs d'une société positiviste : la tâche de l'Ecole est simple : elle devait former manuels, sous-ingénieurs et ingénieurs. Pour les « unitaires » de leur côté, le pire danger est de faciliter la reconstitution d'un enseignement de classe. Aussi dénoncent-ils, à partir de 1932, les classes surchargées, les amalgames de sections ... « toutes les mesures d'économie qui conduisent au surmenage des maîtres et au sabotage de l'enseignement ». Ils s'insurgent contre toute forme d'enseignement au rabais : tel n'est-il pas le but de la réforme de la licence ès lettres en 1932 ?

Pour Marcel Déat, le 16 décembre 1935, les classes surpeuplées sont la question la « plus brûlante ». S'adressant au Parlement, il souligne que la réforme fondée sur la sélection et la gratuité est inopérante parce que les classes sont encombrées ... « il n'est plus possible de parler d'un enseignement de culture, ni de sélection à partir du moment où un malheureux professeur est obligé de faire face ou de tenir tête à plus de cinquante enfants ... » La réforme de l'enseignement suppose ainsi des moyens matériels et financiers adéquats. Hippolyte Ducos, dans son rapport sur le budget de l'Education Nationale en 1935, est sévère « ... Ce banquet de l'Ecole Unique serait une vaste duperie démocratique si n'étaient pas voulus avec la même énergie l'augmentation du nombre de participants et le maintien de la qualité du banquet », note-t-il.

Plus encore que « l'ouverture » de l'Ecole importent le contenu de l'enseignement et l'orientation idéologique des maîtres. Les socialistes comme Zoretti, dans l'*Enseignement scientifique* de mars 1934, se tournent vers l'enseignement primaire. C'est lui qui prendrait en charge les trois premières années de l'actuel enseignement secondaire, grâce à ses maîtres bien formés dans les écoles normales, à ses méthodes pédagogiques. Ce serait là le meilleur antidote à toute tentative d'embourgeoisement de l'Ecole Unique.

Les « unitaires » vont plus loin. Un système d'enseignement idéal existe déjà ! celui de l'Union soviétique. En novembre 1932, l'*Université syndicaliste* fait campagne pour réhabiliter l'enseignement soviétique dans l'opinion enseignante. Il publie en novembre, un manifeste d'élèves de l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, retour d'URSS « ... seul l'enseignement soviétique cherche à faire de tous les hommes », écrivent les signataires, « paysans, ouvriers, éducateurs, de véritables collaborateurs. Seul il substitue à la vieille doctrine haineuse de lutte pour la vie, celle généreuse de coopération universelle ... » Un professeur de philosophie, René Maublanc, salue, à la même date, « dans la patrie du socialisme », « une civilisation supérieure à la nôtre qui, capitaliste, meurt de la corruption de l'argent ... » Marcel Prenant montre dans le développement de la recherche scientifique en Russie un élément de l'élan triomphal vers le socialisme. En 1934, paraît l'ouvrage de Trillat, « *Organisation et principes de l'enseignement en URSS* ».

Dans l'immédiat, une tâche urgente s'impose aux enseignants. Il faut réformer les méthodes pédagogiques, redéfinir « dans une ligne prolétarienne »

le contenu de l'enseignement. Sous le patronage de l'*Université syndicaliste* et grâce aux efforts de J. Boyer, professeur à l'Ecole Primaire supérieure de Gannat, sont fondés les *Cahiers du Contre-enseignement*. Chacun d'entre eux est consacré à une discipline, l'histoire, le français, les mathématiques ou à une question doctrinale : le cahier n° 5 traite de la neutralité scolaire.

Cette initiative remonte à l'année 1930 quand la commission permanente de la section des professeurs « unitaires » avait décidé, le 28 décembre, de procéder « à un examen sérieux des moyens pédagogiques » afin de contrebalancer « le bourrage de crâne dans l'enseignement et dans les manuels bourgeois ».

Les partis de gauche ne voient d'ailleurs dans l'*Ecole Unique* qu'un des aspects de la révolution de l'éducation nationale. Celle-ci, pour être profonde et durable, doit s'élargir à l'éducation des adultes. Dès la fin du 19^e siècle, s'étaient créées quelques universités populaires, et, en 1932, peu d'entre elles ont survécu. Le bilan de l'œuvre post-scolaire laïque apparaît médiocre, malgré les dévouements individuels et les efforts de la *Ligue de l'enseignement*. Tout est à reprendre et Gounin, à la Chambre, le 16 février 1931, lance un appel à l'élite de la jeunesse pour qu'elle se dirige « comme autrefois » vers l'enseignement populaire, « pour préparer la classe ouvrière de demain au rôle de direction qui lui écherra bientôt ». C'est à cette tâche, semble-t-il que s'est attelée, dès 1928, la revue *Les Primaires*, dirigée par René Messac et qui s'intitule « Revue mensuelle de culture populaire, de littérature et d'art ».

Dans ce domaine, les « unitaires » ont un rôle à jouer. Les socialistes avec Lefranc, Laurat, Antonelli, Jouhaux et Zoretti ont créé déjà l'*Institut supérieur ouvrier* doublé par les collèges du travail, dans la voie ouverte par les trade-unions britanniques (cfr le *Collège Ruskin*, d'Oxford). L'*Université syndicaliste* à son tour patronne, en décembre 1932, un projet d'*Université ouvrière*. Celle-ci est ouverte le 1^{er} décembre. Parmi les membres du personnel enseignant figurent Marcel Prenant, Husson (professeur d'allemand au Lycée Pasteur), Baby, Cogniot, Paul Nizan, Marcel Cohen et Henri Wallon. Fin décembre, cette institution accueille déjà 654 étudiants.

De l'exclusion des éléments cléricaux au thème de l'éducation permanente, tente de se définir la laïcité des milieux de gauche. A la foi laïque, appuyée à la fois sur le scientisme triomphant et l'anticléricalisme se substitue un idéal plus positif, ancré sur l'*Ecole Unique*. A la culture bourgeoise, responsable d'un enseignement de classe s'oppose un enseignement sans classe, fondé sur une culture nouvelle faite pour le peuple et par le peuple tout entier. Ainsi tente de se définir une culture « prolétarienne », égalitaire, fraternelle, athée, pacifiste et internationaliste. La polémique laïque traditionnelle apparaît dépassée. Dans cette perspective, les oppositions de droite et de gauche sur les problèmes connexes de la laïcité et du patriotisme des oppositions foncières. L'avènement du *Front Populaire*, les réformes de Jean Zay et la menace d'une nouvelle guerre européenne, loin de les atténuer les durcissent encore.

« C'est une grande joie pour tous les membres de l'enseignement note l'*Université syndicaliste*, dès mai 1936, de constater avec quelle décisive net-

teté le pays, en condamnant le jeu des nationalistes au service des marchands de canon et des hitlériens français a ratifié les efforts des maîtres de nos écoles pour travailler à la paix, a condamné l'agitation de la petite poignée de collègues groupés autour du royaliste *Cercle Fustel de Coulanges* qui se réclament de la pédagogie des généraux factieux et des idées de militarisation de l'enseignement ... » Le vent est à l'optimisme. Les proscrits, comme Paul Verdier, professeur au lycée de Pau, révoqué en 1934, ou Jean Pons, professeur à Rabat et suspendu de ses fonctions, sont réintégrés dans leurs chaires. L'accent est mis sur la lutte contre le fascisme. En avril 1937, le congrès de la *Fédération générale de l'enseignement* vote une motion en faveur de l'Espagne républicaine. Jusqu'en 1939, le comité de vigilance des intellectuels antifascistes, garde dans le milieu enseignant une audience certaine. Mais l'échec du *Front Populaire*, celui plus directement ressenti de la grève 1938, les oppositions nées au sein de la gauche entre munichois et antimunichois, la reprise en main gouvernementale après 1938 contribuent à affaiblir le dynamisme des minorités socialistes et communistes. De plus, l'unité syndicale se rompt. Le *Syndicat national des lycées et collèges* se divise en trois tendances : le *Syndicat du personnel de l'enseignement secondaire* (SPES), le *Syndicat national autonome des lycées et des collèges* (SNALC) et le *Syndicat général de l'Education Nationale* (SGEN).

Dans ce contexte, la droite universitaire, désemparée un instant par la dissolution des Ligues en juin 1936 reprend l'offensive dès octobre. Elle s'insurge contre le « redoublement de sectarisme administratif ». Le mot d'ordre est de persévérer. Offensive à tout prix. En décembre 1936, Maurras est emprisonné. Le *Bulletin du Cercle Fustel de Coulanges* se déchaîne contre Léon Blum. Le Cercle organise une réunion générale de rentrée universitaire. Louis Dunoyer, de la Faculté des Sciences déplore publiquement l'écrasement des intellectuels entre trois forces convergentes, la ploutocratie, l'abrutissement démocratique et la tyrannie de l'Etat. Pour Boegner, la servitude des intellectuels est en train de se forger. Parmi eux, il est devenu de bon ton d'adhérer aux idées révolutionnaires et de les propager ; un fait s'est, semble-t-il, imposé à eux « La culture impose une fonction sociale et on la voit sous les espèces d'une contribution à la révolution. Il n'est que de considérer les cas trop connus de Lucien Berr, de Brunschvicg et d'Alain. » Il faut réagir, rompre avec une tendance funeste qui enchaîne l'Université aux partis de la gauche révolutionnaire.

La droite universitaire prend l'offensive du début de 1937 sur deux fronts. Sur le plan pédagogique, s'amorce une campagne contre le projet Jean Zay qualifié de « tentative dangereuse » qu'il convient de déjouer par des articles dans la presse, des réunions d'information, toute une propagande « active » orale et écrite. De plus, sur le plan syndical, il faut empêcher l'affiliation du syndicat national des lycées à la CGT. Le Congrès de mars est salué avec soulagement ... « La défaite de la CGT a été telle qu'on pouvait la souhaiter ... écrasante » note le *Bulletin du cercle* qui ajoute : « Les cégétistes ont aussi dans leur dépit dénoncé une fois de plus les noirs desseins du *Cercle Fustel de Coulanges* ... nous ne le nions pas ... les membres du cercle qui faisaient partie

du syndicat ont pris une part active et efficace à cette libération. Au Congrès de 1937, ils ne se sont pas ménagés et nos amis Couissin, Courdillat, Huetz et Wottling ont prononcé quelques-unes des paroles les plus lourdes de sens ».

Moins que jamais il ne faut désarmer. Le Cercle se déchaîne contre la réforme de l'enseignement, en particulier contre les classes d'orientation. Dans une note communiquée à la presse en juillet 1937, il insiste sur « les dangereuses menaces » que ce système de sélection fait peser « sur la famille française, le peuple des manuels ». Que prépare-t-on sinon « une masse sans élite » livrée à « la tyrannie sans contrôle d'intellectuels bureaucrates ou techniciens ». Un an plus tard, le ton est aussi véhément. « Nous avons à combattre avec une énergie accrue les promoteurs d'une réforme de l'enseignement qui tend à faire de tous les Français des assistés intellectuels dirigés, dressés et cultivés selon les décisions et le plan d'une administration qui penserait pour eux. » A cette date (octobre 1938), le *Bulletin du Cercle* publie un article de Veillet-Lavallée, très hostile à l'expérience des classes d'orientation.

Ce n'est là qu'une des tâches du Cercle. Celui-ci a l'ambition (puisqu'il est « au milieu du désarroi général, l'asile inexpugnable du patriotisme, de l'esprit critique et de la raison française ») de créer partout en France des centres d'études. Leur but serait de travailler « au redressement de l'opinion » ... « il y a des autorités usurpées dans les plus petits bourgs, et le nettoyage intellectuel auquel il faut nous mettre doit être fait non seulement à Paris mais jusque dans les centres les plus reculés de la province ». A partir de mai 1937, le Cercle ouvre à Paris une permanence ; il envisage d'étendre sa propagande dans les milieux d'étudiants « futurs maîtres de la jeunesse française ». Ces mesures sont urgentes, la situation internationale se détériore. Ainsi le Cercle prend position contre la grève du 30 novembre 1938 : c'est une grève politique, « une tentative qui dans la situation internationale présente est criminelle ». A partir de décembre 1938, l'accent est mis sur le problème de la défense nationale. C'est l'objet d'un long article du général Duval publié dans le *Bulletin du Cercle*. André Joussaint, deux mois plus tôt, avait déjà démontré « le rôle néfaste du fanatisme jacobin » dans la crise révolutionnaire de 1793 et même en 1914 (or, le jacobinisme a « pour héritier direct, le *Front Populaire* ») ; ses conclusions étaient sans appel « la France s'est sauvée elle-même, par l'héroïsme de ses soldats, par l'habileté de ses généraux, par le patriotisme de la nation ... les plus ardents révolutionnaires ont plutôt paralysé que favorisé son effort ». Dans ce réveil patriotique, l'histoire a un rôle capital à jouer : Favereau n'est-il pas intervenu dans ce sens à la *Société des professeurs d'histoire et de géographie* ? Quelques mois plus tard, Huetz de Lempz revient à la charge : le mythe de la bonne Allemagne a vécu, le pacifisme n'est qu'illusion mensongère « Faut-il redire qu'aucune collaboration n'est actuellement possible avec l'Allemagne qui ne soit duperie, vassalité, tentative d'endormir nos légitimes défiances, d'ajourner les précautions nécessaires... » Parallèlement se dessine toute une campagne contre les infiltrations étrangères, en particulier à la recherche scientifique, mais aussi dans la clientèle scolaire des lycées.

La réaction nationaliste de la droite universitaire fait flèche de tout bois : xénophobie, germanophobie, mise en accusation de la politique de Jean Zay... Il faut refaire la vraie France.

Face au laïcisme de la gauche socialo-communiste et aux harcèlements de la minorité nationaliste, se dessine la politique d'apaisement de SGEN. Cette nouvelle tendance syndicale, liée à la CFTC, est issue de l'éclatement du syndicat national des lycées en 1936. L'idée lancée par une circulaire de juillet, chemine tout au cours de l'année 1937. Le pas décisif est franchi en décembre. Englobant les trois ordres d'enseignement, le SGEN tient son premier congrès en avril 1938. Très vite, il s'efforce de définir son originalité et de s'imposer comme une troisième force syndicale, soucieuse de défendre et de fortifier une véritable laïcité à la fois politique et religieuse.

Le SGEN doit d'abord lutter pour affirmer son indépendance. Ne la met-on pas en doute ; « il suffit qu'un membre de l'Université professe son christianisme pour qu'aussitôt, on le soupçonne de participer à d'obscurs complots antilaïques et qu'on l'accuse de cléricisme ». Tout au cours de l'année 1939 (jusqu'à la déclaration de guerre), l'accent est mis dans *Ecole et éducation* sur la nécessaire et valable indépendance du nouveau syndicat. Paul Vigaux prend position en janvier « nous pensons ... que l'adhésion à un mouvement syndical, à sa méthode de transformation sociale ne se confond pas avec la profession, la confession d'une foi religieuse ecclésiastique. Ce sont deux choses distinctes, nous tenons à cette distinction. » En février, Raynaud de Lage souligne l'attachement du SGEN à l'école publique, sa volonté de « défendre l'Université dont nous sommes, quand elle se trouve injustement attaquée ». En mars, la section académique de Lille proteste dans un communiqué à la presse contre des tracts contenant des insultes grossières contre l'Ecole publique et ses maîtres, traitant ses élèves de petits animaux sans foi ni loi ... « et rappelle avec fierté la mission de raison et de liberté qui est celle de l'Ecole publique. » En juin, à propos de la réforme dans les écoles normales, *Ecole et Education* rappelle que si l'Etat « veut respecter les droits imprescriptibles de la personne humaine dont notre syndicat et notre Confédération se font les champions, s'il veut respecter le droit à la Famille à diriger librement l'éducation de ses enfants il est nécessaire que cette école publique soit neutre ». Ainsi, comme un leit-motiv s'affirme cette volonté de non-confessionnalisation. Le SGEN est un syndicat comme un autre : Labigne le notait en décembre 1938, « il accueille tous ceux, catholiques, protestants, incroyants qui pensent que le christianisme est au centre d'un climat de charité où puissent s'épanouir justice et liberté ».

Dans cette perspective, le SGEN est ouvert à tous. Peuvent y militer côte à côte les militants de tous degrés et de toutes catégories d'enseignement « A nos réunions, dans nos séances de sections locales, dans nos comités nationaux, au sein de nos commissions, dans des congrès comme celui-ci (avril 1938), l'instituteur de campagne ou le maître du plus petit collège est appelé à travailler à côté du professeur de faculté au mieux-être de la collectivité enseignante ... Est-ce donc possible ? Certains qui nous voient du dehors ne man-

queront pas bien sûr de dire que nous sommes des utopistes. Il faudrait alors les inviter à nos réunions, à s'imprégner de l'ambiance, du climat... il faut briser l'esprit égoïste des catégories trop tentées de se replier sur elles-mêmes ». Labigne, en avril 1939, définit « un moyen équitable, simple et démocratique de résoudre ce problème des catégories... il suffirait de décréter qu'en France il n'y a plus qu'une seule sorte d'établissement d'enseignement du second degré ». Gougeon, en avril 1938, multiplie les conseils pratiques de collaboration professionnelle entre maîtres de tous degrés d'enseignement dans le cadre de chaque section locale... échanges de vue, commission pédagogique, bibliothèque, rapports communs, rubriques pédagogiques... La conversation directe, les mille contacts quotidiens.

Dans ce climat de confiance et de collaboration réciproque, doivent se former des militants actifs, des propagandistes dynamiques... Notre propagande doit être conquérante, note Labigne en décembre 1938, « il faut que nous soyons des apôtres par l'exemple et par la parole ; il faut que les syndiqués chrétiens soient des syndicalistes et se considèrent liés à leurs œuvres comme une véritable vocation ». Il ne suffit pas de « verser une cotisation », de réunir « une troupe veule ou indifférente de syndiqués » mais créer « une équipe ardente et unie d'adhérents ayant de solides convictions chrétiennes sociales ». En janvier, *Ecole et Education* insiste : notre situation n'est pas mauvaise, mais il faut accélérer le rythme des adhésions, organiser partout des sections syndicales... accroître par tous les moyens l'audience du SGEN.

Ainsi, de 1929 à 1939, sur les thèmes de la laïcité et du patriotisme, s'affrontent dans le milieu enseignant, tendances de droite et tendances de gauche. Mais au temps des fièvres et des passions semble vouloir se substituer une ère d'apaisement. En particulier, les militants du SGEN, liés au groupe *Esprit*, veulent poser dans ses vraies dimensions le problème global de la laïcité, à la fois au niveau de l'individu et dans le cadre de la nation. Ils s'efforcent de définir la conception d'une véritable éducation nationale, ouverte à tous et respectueuse des droits de chacun. L'ouverture de la Deuxième Guerre Mondiale brise l'espoir d'une solution vraiment laïque.

Paul GERBOD,
Professeur à la Faculté des Lettres
de Besançon.